



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-94

**portant mise en demeure à l'encontre de la société BODIN ASSAINISSEMENT pour les
activités qu'elle exploite rue Dugast à Fontenay le Comte (85)
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°18-DRCTAJ/1-626 du 25 octobre 2018 pour l'exploitation d'une installation de transit de déchets d'hydrocarbures et de transit et traitement de déchets de fosses septiques sur le territoire de la commune de Fontenay-le-comte relevant respectivement des rubriques 2718-1 et 2791-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-DCL-BENV-676 du 17 juin 2022 pour l'ajout d'une cuve de déchets d'hydrocarbures ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et notamment son article 1er indiquant que les prescriptions dudit arrêté s'applique notamment aux installations relevant de la rubrique 2791 sous le régime de l'autorisation et son article 3 mentionnant les paramètres à analyser ;

VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant le 27 février 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement et lui indiquant qu'il dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques sur le projet d'acte ;

VU les résultats d'analyse de la campagne du 24 octobre 2024 transmis à l'inspection sur les eaux pluviales par messagerie le 26 novembre 2024 ;

VU les relances électroniques des 16 janvier 2025 et 10 février 2025 pour la transmission des résultats d'analyses des campagnes réalisées les 24 octobre 2024, 12 novembre 2024 et 17 décembre 2024 pour l'ensemble des rejets du site ;

VU le courrier de l'exploitant du 31 janvier 2025 :

- indiquant avoir connu des soucis d'organisation sur son installation (remise en fonctionnement de l'activité de traitement (déshydratation) avec un manque de personnel sur le site) qui sont de nature à remettre en cause la représentativité des analyses réalisées les 24 octobre 2024, 12 novembre 2024 et 17 décembre 2024.
- indiquant que les campagnes d'analyses précitées connaissent des résultats supérieurs à la valeur prescrite dans l'arrêté ministériel précité, sans en fournir les résultats.

➤ dans lequel l'exploitant s'engage à procéder à trois nouvelles campagnes d'analyse PFAS.

VU le courrier de l'inspection du 27 février 2025 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté de mise en demeure et lui indiquant de faire part sous 15 jours à l'inspection de ses remarques dans le cadre du contradictoire ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'article 3 de l'arrêté ministériel précité du 20 juin 2023 prescrit la réalisation de 3 campagnes de mesures sur les rejets aqueux (effluents de l'activité et eaux pluviales) des installations soumises à la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées et l'article 4 du même arrêté leur déclaration sur la base de donnée dédiée à cette déclaration (GIDAF) ;

Considérant que l'arrêté ministériel précité du 20 juin 2023 prescrit à son article 4 la réalisation de la première campagne de mesure sous 9 mois, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les installations relevant de la rubrique 2791 ;

Considérant que l'exploitant n'a à ce jour pas déclaré les résultats de ces campagnes sur l'outil mis à disposition, ni transmis par voie électronique ses résultats complets ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel susvisé du 20 juin 2023 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ASSAINISSEMENT BODIN de respecter les prescriptions dispositions de l'article 3 et 4 de l'arrêté ministériel susvisé du 20 juin 2023, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société ASSAINISSEMENT BODIN sise 12 rue Dugast sur la commune de Fontenay-le-Comte (85200) est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Article 2. Respect de la mise en demeure

Sous 1 mois suivant la notification, l'exploitant réalise et transmet dans les conditions prévues à l'article 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, les campagnes de prélèvement PFAS sur les eaux du site.

Sous 1 mois suivant la notification, l'exploitant transmet dans les conditions prévues à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, les résultats des campagnes de prélèvement PFAS déjà réalisées.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'État de Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Fontenay-le-Comte et pourra y être consultée.

Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société ASSAINISSEMENT BODIN, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Copie sera adressée au sous-préfet de Fontenay le Comte

Fait à La Roche-sur-Yon, le 21 MARS 2025

Le préfet,


Pour le préfet
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER